

Un portrait fort problématique selon Concertation Logement Sherbrooke



La directrice générale de la Fédération des OSBL d'habitation de la Montérégie et de l'Estrie, Ivelina Nikolova ainsi que le représentant par intérim de la Fédération des coopératives d'habitation de l'Estrie, Mokhtar Saada, lors de la conférence de presse mardi (18 février) (Photo Sherbrooke.info - Marc-André Fortin)

PAR MARC-ANDRÉ FORTIN

18 février 2025, 13 h

LOGEMENTS. La situation du logement à Sherbrooke inquiète grandement Concertation Logement Sherbrooke (CLS), qui a fait une énième sortie publique mardi matin (18 février) afin de présenter l'état de la situation des logements sur le territoire sherbrookoise. Un constat peu encourageant, selon les acteurs du milieu.

« Il y a une urgence d'agir. On n'apprend rien aux gens en disant que le taux d'inoccupation est bien en-dessous du 3 % visé par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), soit autour de 1 %. Les personnes qui se cherchent un logement font face à de grands défis, avec un coût qui a explosé et la rareté qui persiste », mentionne la directrice générale de la Fédération régionale des OSBL d'habitation de la Montérégie et de l'Estrie, Ivelina Nikolova.

Pour l'organisation, bien que le nombre de logements pose problème, l'une des principales problématiques réside également dans le fait que les logements ne sont pas adaptés aux besoins de la population sherbrookoise.

« Plusieurs personnes se retrouvent dans des logements inadaptés, trop petits, insalubres ou non sécuritaires. Il ne suffit pas de créer des logements ; ils doivent être adaptés aux besoins. Il faut donc en ajouter avec une vocation plus communautaire ou sociale. »

Elle explique que le vieillissement de la population sera également un souci possible dans quelques années alors que les projections indiquent une forte augmentation d'ici 2041 passant de près de 36 000 à plus de 54 000. Du même coup, Mme Nikolova cite les chiffres des personnes vivant seules à Sherbrooke qui atteignent près de 40%.

« Nous avons une population qui vieillit et le portrait montre que nous n'avons pas de logements adaptés pour cette population. Les personnes seules sont aussi très vulnérable dans un marché aussi cher. »

Selon Mme Nikolova, ce sont les personnes les plus vulnérables qui paient le prix fort dans cette crise. Elle souhaite donc de meilleurs mécanismes de protection.

« La crise du logement se définit par la flambée des loyers, la discrimination et les évictions abusives dans le but d'en faire du profit. Les conséquences se font sentir surtout chez les personnes les plus vulnérables, en situation de défavorisation sociale et matérielle. Nous voulons des actions concrètes pour les protéger », ajoute-t-elle.

La situation du « marché hors marché »

Ce qui inquiète particulièrement le représentant par intérim de la Fédération des coopératives d'habitation de l'Estrie, Mokhtar Saada, est la situation du marché hors marché, c'est-à-dire les logements communautaires, comme les coopératives, les OSBL et les HLM.

« Actuellement, seulement 10 % du marché échappe au secteur privé. C'est très insuffisant. Il faudrait atteindre au moins 20 % pour réguler et apaiser les tensions sur le marché », indique M. Saada.

Il s'inquiète notamment des perspectives démographiques.

« En constatant les chiffres, la crise apparaît encore plus frappante. Ce que l'on voit, c'est que si nous n'agissons pas, la situation se dégradera avec des augmentations massives dans les prochaines années. Selon les projections, nous pourrions être plus de 205 000 personnes à Sherbrooke en 2041, alors que la population était d'environ 172 000 habitants en 2021 », souligne-t-il.

Les solutions ?

La CLS a donc ciblé dix recommandations, dont l'accroissement de l'offre de logements sociaux, la diversification de l'offre pour l'adapter aux besoins des

ménages, le contrôle de la hausse des loyers, la promotion de la mixité sociale et l'enracinement d'un « mieux-vivre ensemble ».

« On oublie souvent la possibilité de partenariats avec le privé. Nous voulons davantage l'impliquer et l'approche que nous préconisons est le partenariat public-privé. Nous croyons que le gouvernement peut créer des incitatifs pour encourager le privé à participer », explique M. Saada.

Bien qu'il soit conscient de ne pas réinventer la roue avec ces recommandations, M. Saada affirme qu'elles offrent néanmoins un portrait « spécifique » pour Sherbrooke.

« Elles sont connues et simples, mais ce que nous voulons, c'est de l'action. Pour cela, il faut ce genre de prise de parole. Je vous dirai qu'avec cette étude, nous avons l'heure juste. Nous pouvons ainsi mieux orienter nos actions en fonction d'une vision. Ce que nous voulons, c'est être présents avec les partenaires comme la ville ou les gouvernements », conclut M. Saada.



819 843-3500

53, rue Centre (bureau 300)
Magog Qc J1X 5B6



438 315-0960

25, rue Saint-Jacques
St-Jean-sur-Richelieu, QC J3B 2J6

Annoncez avec nous 

Nous joindre

Nous reconnaissons l'appui financier
du gouvernement du Canada

Politique de confidentialité

Politique éditoriale

Site web par 